

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 mars 2025

SORTIR LA FRANCE DU PIÈGE DU NARCOTRAFFIC - (N° 1043)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT****N ° 139**

présenté par
Mme D'Intorni

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 4 BIS A, insérer l'article suivant:**

L'article 222-49 du code pénal est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'un individu mis en examen ou condamné pour le transport, la détention, l'offre, la cession, l'acquisition ou l'emploi illicites de stupéfiants se soustrait volontairement à la justice en se réfugiant à l'étranger, ses biens immobiliers et comptes bancaires situés sur le territoire français peuvent être placés sous administration judiciaire. Si l'intéressé ne se présente pas devant la juridiction compétente dans un délai de six mois après notification d'une convocation officielle, la confiscation définitive de ses biens peut être prononcée par décision de justice. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Empêcher que des trafiquants en fuite continuent de profiter de leurs biens en France.